

## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

### ACCORD-CADRE - TRAVAUX

#### **Centre INRAE Occitanie-Toulouse**

Etablissement Public à caractère scientifique et technologique (EPST)

Services Déconcentrés d'Appui à la Recherche (SDAR)

Service Achats Marchés

24, chemin de Borde Rouge - CS 52627

31326 CASTANET TOLOSAN CEDEX - France

Tél : 05.61.28.54.34

#### **Consultation n° 2025C15N000010**

**Travaux récurrents de rénovation sol-murs-plafond  
sur les sites d'Auzeville, de Saint Martin du Touch,  
de Langlade et de Gardouch du Centre INRAE  
Occitanie-Toulouse**

## SOMMAIRE

<u>Article 1 - Dispositions générales du contrat</u> .....	4
Article 1.1 - Objet du contrat .....	4
Article 1.2 - Lieux d'exécution.....	4
Article 1.3 - Décomposition du contrat en lots .....	4
<u>Article 2 - Pièces contractuelles</u> .....	4
<u>Article 3 - Intervenants</u> .....	5
Article 3.1 - Cotraitance.....	5
Article 3.2 - Sous-traitance .....	5
<u>Article 4 - Confidentialité et mesures de sécurité</u> .....	5
<u>Article 5 - Protection des données à caractère personnel</u> .....	5
Article 5.1 - Objet .....	5
Article 5.2 - Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance .....	6
Article 5.3 - Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement .....	7
<u>Article 6 - Durée et délais d'exécution</u> .....	10
Article 6.1 - Durée du contrat .....	10
Article 6.2 - Délais d'exécution .....	11
<u>Article 7 - Prix</u> .....	11
Article 7.1 – Prix de l'accord-cadre .....	11
Article 7.2 – Echancier de paiement .....	11
Article 7.3 - Modalités de paiement.....	12
<u>Article 8 - Garanties Financières</u> .....	13
<u>Article 9 - Avance</u> .....	13
Article 9.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	13
Article 9.2 - Garanties financières de l'avance.....	14
<u>Article 10 - Modalités de règlement des comptes</u> .....	14
Article 10.1 - Délai global de paiement .....	14
Article 10.2 - Paiement des cotraitants .....	14
Article 10.3 - Paiement des sous-traitants.....	14
<u>Article 11 – Consistance des travaux</u> .....	15
Article 11.1 Etat des lieux.....	15
Article 11.2 Généralités .....	15
Article 11.3 Volume des travaux .....	16
Article 11.4 Hygiène et sécurité.....	16
Article 11.5 Qualité des matériaux et des travaux .....	16
Article 11.6 Conditions d'accès au centre INRAE Occitanie-Toulouse et aux bâtiments .....	17
Article 11.7 Modalités d'exécution des prestations à bons de commande .....	17
Article 11.8 Protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail :.....	18
<u>Article 12 - Préparation et exécution des prestations</u> .....	18
Article 12.1 Mise à disposition des locaux à traiter.....	18
Article 12.2 Mesures préliminaires.....	19
Article 12.3 Préparation des subjectiles.....	19
Article 12.4 Description des postes.....	19
Article 12.5 Essais.....	19
Article 12.6 Aspect .....	19
Article 12.7 Nettoyage de réception .....	20
Article 12.8 Suivi de chantier, planning .....	20
Article 12.9 Prescription de sécurité incendie .....	20
Article 12.10 - Registre de chantier .....	20
<u>Article 13 - Réception des travaux</u> .....	21
<u>Article 14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle</u> .....	21

<u>Article 15 - Pénalités</u> .....	21
Article 15.1 - Pénalités hors travail dissimulé .....	21
Article 15.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	22
<u>Article 16 - Assurances</u> .....	22
<u>Article 17 - Résiliation du contrat</u> .....	22
Article 17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	22
Article 17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	23
<u>Article 18 - Règlement des litiges et langues</u> .....	23
<u>Article 19 - Dérogations</u> .....	23

## **Article 1 - Dispositions générales du contrat**

### **Article 1.1 - Objet du contrat**

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P), concerne des travaux récurrents de rénovation sol-murs-plafond sur les sites d'Auzeville, de Saint Martin du Touch, de Langlade et de Gardouch du Centre INRAE Occitanie-Toulouse

### **Article 1.2 - Lieux d'exécution**

Une partie du patrimoine de INRAE Occitanie-Toulouse :

- site INRAE d'Auzeville : 24 chemin de Borde Rouge, 31320 Auzeville-Tolosane,
- site INRAE de Saint-Martin du Touch : 180, chemin de Tournefeuille, 31000 Toulouse,
- site INRAE de Langlade : 5 chemin de Langlade, 31 450 POMPERTUZAT,
- site INRAE de Gardouch : Le Castillon, 31290 GARDOUCH.

### **Article 1.3 - Décomposition du contrat en lots**

L'accord-cadre n'est pas alloti au sens de l'article L. 2113-10 du code de la commande publique.

## **Article 2 - Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-travaux, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- Le « bordereau de prix unitaires » (BPU) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux passés au nom de l'État, dont la composition est fixée par les décrets et arrêtés en vigueur ;
- Le mémoire technique justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution de l'accord-cadre (dans ces informations non contraires au présent accord-cadre) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance.

Durant toute l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra se conformer à toutes lois, normes, décrets et textes réglementaires en vigueur régissant l'exercice des activités liées au présent accord-cadre ; alors même que cette réglementation ou norme ne serait pas visée par les pièces contractuelles.

Les conditions générales de vente du titulaire, en particulier, ne peuvent pas contredire les clauses contractuelles de l'accord-cadre et ne sont considérées comme des pièces contractuelles que si le maître d'ouvrage les accepte expressément.

Le titulaire déclare parfaitement connaître le C.C.A.G. mentionné bien qu'il ne soit pas matériellement joint à l'accord-cadre, accessible à l'adresse suivante :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310421>

Du fait de la notification de l'accord-cadre, les pièces mentionnées au présent article deviennent contractuelles.

## **Article 3 - Intervenants**

### **Article 3.1 - Cotraitance**

En cas de groupement d'opérateurs économiques, ce dernier peut être :

- Soit conjoint (lorsque chaque membre du groupement s'engage à exécuter le (ou les) prestation(s) susceptible(s) de lui être confiée(s) dans l'accord-cadre),
- Soit solidaire (lorsque chaque membre du groupement est engagé sur la totalité de l'accord-cadre).

Dans les deux formes de groupement, l'un des membres, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement et en coordonne les prestations.

Le mandataire d'un groupement conjoint est solidaire, pour l'exécution de l'accord-cadre, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

En application de l'article R.2142-21 du Code de la Commande publique, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements pour un même accord-cadre ;
  - En qualité de membres de plusieurs groupements pour un même accord-cadre ;
- sous peine d'élimination des offres concernées.

### **Article 3.2 - Sous-traitance**

En cas de sous-traitance, le candidat devra obligatoirement renseigner une déclaration de sous-traitance, une par sous-traitant.

## **Article 4 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## **Article 5 - Protection des données à caractère personnel**

### **Article 5.1 - Objet**

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant (ici le(s) titulaire(s) de l'accord-cadre) s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement (ici INRAE Occitanie Toulouse les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Le présent accord-cadre déroge à l'article 5.2.3 du CCAG auquel fait référence l'accord-cadre, conformément aux exigences du règlement européen sur la protection des données.

## **Article 5.2 - Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance**

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour exécuter le contrat suivant : travaux récurrents de peintures, sols souples (PVC et textile), sur les sites d'Auzeville, de Saint Martin du Touch, de Langlade et de Gardouch du Centre INRAE Occitanie-Toulouse

La ou les finalité(s) du traitement sont :

- >La communication dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre
  - >Autres : travaux récurrents de peintures, sols souples (PVC et textile), sur les sites d'Auzeville, de Saint Martin du Touch, de Langlade et de Gardouch du Centre INRAE Occitanie-Toulouse
- Les données à caractère personnel traitées sont :

- >Nom/Prénom
- >Coordonnées téléphoniques
- >Adresse physique
- >Adresse électronique
- >Photo
- >Identifiant
- >Profession

Les catégories de personnes concernées sont :

- >Salariés de INRAE Occitanie-Toulouse
- >Salariés de(s) titulaire(s) de l'accord-cadre
- >Sous-traitant(s) de(s) titulaire(s) de l'accord-cadre

Pour l'exécution du service objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires suivantes :

- >Nom/Prénom
- >Coordonnées téléphoniques
- >Adresse physique
- >Adresse électronique
- >Photo
- >Identifiant
- >Profession

La nature des opérations réalisées sur les données par le sous-traitant est :

- > Collecte (captation directe par le sous-traitant de données personnelles)
- > Enregistrement (sauvegarde des données par le sous-traitant)
- > Organisation (classement des données par le sous-traitant)
- > Conservation (stockage des données sur une certaine durée par le sous-traitant)
- > Modification (modification des données par le sous-traitant)
- > Extraction (sélection de données pertinentes dans un ensemble de données par le sous-traitant)
- > Consultation (prise de connaissance des données par le sous-traitant)
- > Utilisation (toute forme d'exploitation des données par le sous-traitant)
- > Communication (diffusion des données par le sous-traitant, par exemple à un sous-traitant ultérieur de ce dernier)

-> Rapprochement (croisement de données entre-elles par le sous-traitant afin d'en déduire des informations supplémentaires)

## **Article 5.3 - Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement**

### **Article 5.3.1 Engagement du sous-traitant**

Le sous-traitant s'engage à :

- traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/ont l'objet de la sous-traitance ;
- traiter les données **conformément à la bonne exécution du contrat**. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
- **garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent contrat :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut** ;
- Respecter son devoir d'alerte, d'assistance et de conseil vis-à-vis du responsable de traitement. Ainsi le sous-traitant s'engage d'une part, à signaler au responsable de traitement toute instruction qui constituerait une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union Européenne ou de ses Etats membres.  
D'autre part, le sous-traitant s'engage à aider le responsable de traitement à garantir le respect de ses obligations en matière de sécurité du traitement, de notification de violation de donnée et d'analyse d'impact sur la vie privée.  
Enfin, le sous-traitant s'engage à assister le responsable de traitement dans le traitement des demandes d'exercice de droit des personnes concernées (droit d'accès, droit de rectification, droit à la portabilité, droit d'opposition, droit d'effacement, droit à la limitation, droit de ne pas faire l'objet d'une décision automatisée).
- Le sous-traitant, sur demande, met à la disposition du responsable de traitement **la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** y compris dans le cas d'un éventuel audit ou d'une inspection.

### **Article 5.3.2 Sous-traitance**

Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Le sous-traitant doit obtenir au préalable l'agrément du responsable de traitement par le biais du formulaire DC4, dont l'usage est obligatoire pour tout ajout ou remplacement d'un sous-traitant ultérieur.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

### **Article 5.3.3 Droit d'information des personnes concernées**

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

### **Article 5.3.4 Exercice des droits des personnes**

Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes de droit des personnes concernant le présent accord-cadre, le sous-traitant doit transmettre les demandes à l'adresse [cil-dpo@inrae.fr](mailto:cil-dpo@inrae.fr)

### **Article 5.3.5 Notification des violations de données à caractère personnel**

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel sans délai après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : mail suivi d'un courrier. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord du responsable de traitement, le sous-traitant notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte du responsable de traitement, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;



- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du responsable de traitement, le sous-traitant communique, au nom et pour le compte du responsable de traitement, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

### **Article 5.3.6 Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations**

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

### **Article 5.3.7 Mesures de sécurité**

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

### **Article 5.3.8 Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, en fonction de ce qu'il lui est demandé par le responsable du traitement, le sous-traitant s'engage à :

- Détruire toutes les données à caractère personnel ;
- OU**
- Renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable du traitement et détruire les copies existantes ;

Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction sous la forme d'un certificat de destruction qui sera communiqué par mail au responsable de traitement en la personne de l'opérationnel en charge du suivi du présent accord-cadre. En l'espèce, un certificat de destruction est un document écrit, daté et signé par le représentant légal du sous-traitant et mentionnant la date de destruction des données, et les éléments d'identification du sous-traitant (dénomination sociale, domiciliation, numéro SIRET/SIREN, nom du représentant légal). Ce certificat engage la responsabilité du sous-traitant quant à la complète destruction des données personnelles traitées dans le cadre du présent accord-cadre.

Avant toute destruction il doit respecter les durées légales de conservation.

### **Article 5.3.9 Délégué à la protection des données**

Le sous-traitant communique au responsable de traitement **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

### **Article 5.3.10 Registre des catégories d'activités de traitement**

Le sous-traitant déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

## **Article 6 - Durée et délais d'exécution**

### **Article 6.1 - Durée du contrat**

La durée de l'accord-cadre court à compter de sa notification pour une durée d'un an. Il sera ensuite renouvelé par tacite reconduction annuellement sans que sa durée totale ne puisse excéder 4 (quatre) ans, à moins qu'INRAE n'en décide autrement et fasse valoir sa décision de

non reconduction dans un délai de deux mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre (la date de notification) et ce, par lettre recommandée avec accusé réception.

En cas de non reconduction, le Titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Les bons de commande émis dans le cadre de cet accord-cadre, préciseront la date de démarrage des travaux et leur durée. Il ne sera donc pas établi d'ordre de service de démarrage des travaux, sauf cas exceptionnel.

La garantie de parfait achèvement prendra fin elle, à la fin des vingt-quatre (24) mois suivants la date de réception des prestations objet de l'accord-cadre.

## **Article 6.2 - Délais d'exécution**

Le délai d'exécution, est fixé dans le bon de commande.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le maître d'ouvrage dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

## **Article 7 - Prix**

### **Article 7.1 – Prix de l'accord-cadre**

Il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire à prix unitaires, avec un montant maximum de 450 000 euros HT sur la durée de l'accord-cadre. Les bons de commandes ne comportent pas de montant minimum.

Les prix applicables au présent accord-cadre font l'objet d'une annexe intitulée « Bordereau de prix unitaire » (B.P.U.). Le Titulaire indiquera dans cette annexe B.P.U. un prix global forfaitaire pour chaque poste de dépenses. Les prix sont assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le Titulaire établira ses devis sur la base des prix fixés dans l'annexe B.P.U. Le contenu des prix sera conforme à l'annexe B.P.U., estimé par poste de travaux. Chaque prestation retenue par INRAE donnera lieu à l'émission d'un bon de commande, et à l'issue de la réception un bon de constatation de service fait sera établi par les deux parties. Ce bon sera joint à la facture pour paiement.

La première année, les prix sont fermes, puis, les années suivantes sont révisables à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre. Ils sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède le mois de remise des offres. Ce mois est appelé Mois zéro (M0).

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule :

$$P(n) = P(0) \{ 0,125 + 0,875 \times (BT46(n)/BT46(0) + BT50(n)/BT50(0)) \}$$

Dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé

- P(0) est le prix initial des conditions économiques du mois zéro

Les index utilisés sont les suivants :

BT46- Peinture, tenture...

BT50 : Entretien rénovation tous corps d'état.

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

Dans le cas où une révision est effectuée provisoirement en attendant la parution de l'indice qui doit être utilisé, la révision définitive interviendra lors du premier règlement qui suit la parution de l'index correspondant. Le calcul de la révision des prix sera établi par simple courrier adressé au secteur travaux de l'unité SDAR.

### **Article 7.2 – Echancier de paiement**

Le paiement des prestations se fait par virement administratif, après service fait.

## Article 7.3 - Modalités de paiement

Chaque bon de commande fera l'objet d'une facture correspondant à la prestation réalisée. Son paiement sera engagé une fois la prestation effectuée.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation **Chorus Pro**. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Les factures électroniques doivent comprendre, outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- La date d'émission de la facture
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- Le numéro SIRET du centre INRAE bénéficiaire,
- Le **numéro du marché**, **ou** le **numéro de bon de commande attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture**, \*
- Les prestations réalisées ou fournitures livrées,
- Le montant HT des prestations ou fournitures,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total TTC.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du code de commerce.

Pour ce faire, après avoir enregistré votre société sur le portail Chorus Pro, vos factures dématérialisées devront être adressées à l'INRAE et devront comporter obligatoirement les informations suivantes :

- Le numéro SIRET, qui identifiera INRAE en tant que destinataire de la facture : 18007003901134
- Le numéro de l'accord-cadre (voir schéma ci-dessous)
- Le numéro d'engagement que vous trouverez sur le bon de commande transmis pour acter votre prestation (voir schéma ci-dessous)
- Service d'Etat : non
- Structure active sur Chorus Pro : oui
- Receveur EDI : non
- Codes services : non

\*N.B. : le **numéro de bon de commande** **ou** **numéro du marché** INRAE est à renseigner dans le champ « **numéro d'engagement** » sous Chorus Pro comme selon **l'exemple** ci-dessous :



numéro de bon de commande

Référence à rappeler à la facture/dépôt dans Chorus : **4500004520**

CRB: 0061

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation concernant la facturation électronique.

Le titulaire peut prendre connaissance des modalités de dépôt en consultant les liens suivants :

- Pour les anglophones : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/communaute-chorus-pro-la-documentation-est-disponible-en-anglais/>
- Pour les francophones : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

## **Article 8 - Garanties Financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **Article 9 - Avance**

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG -Travaux.

### **Article 9.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois. Cette avance est portée à 10% si la société est une PME.

Le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire. Ce remboursement s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute :

1° Pour les avances inférieures ou égales à 30 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande, quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande ;

2° Pour les avances supérieures à 30 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande, à la première demande de paiement.

## **Article 9.2 - Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## **Article 10 - Modalités de règlement des comptes**

### **Article 10.1 - Délai global de paiement**

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la facture accompagnée du certificat de paiement (MOE) et de l'état d'acompte par les services du Maître d'ouvrage (date de dépôt sur chorus Pro).

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En cas d'erreur sur la facture ou en l'absence des pièces justificatives, celle-ci sera renvoyée à l'entreprise. Le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception de la facture correctement établie et des pièces manquantes.

Les prestations qui ont données lieu à un commencement d'exécution d'un bon de commande ouvrent droit à des acomptes.

### **Article 10.2 - Paiement des cotraitants**

Chaque membre du groupement conjoint perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 10.7 du CCAG-Travaux.

### **Article 10.3 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du maître d'ouvrage, dans les conditions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de quinze (15) jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

## **Article 11 – Consistance des travaux**

### **Article 11.1 Etat des lieux**

Avant tous travaux, le Titulaire devra fournir au Service Travaux de l'Unité SDAR du centre INRAE Occitanie-Toulouse un devis quantitatif et estimatif chiffré, après visite des lieux en présence d'un représentant du Service Travaux.

Les natures exactes des prestations demandées seront définies lors de cette visite.

Le Titulaire devra signaler tout défaut, toute observation ou anomalie constatée à l'occasion de cette visite pouvant nuire à la réalisation de ses travaux, quel que soit le défaut constaté.

### **Article 11.2 Généralités**

Les travaux se dérouleront en milieux occupés. Les travaux à réaliser comprennent :

- ✓ La fourniture de tous les produits et matériaux (dans les qualités et teintes imposées) nécessaires au complet achèvement des travaux,
- ✓ La localisation et la mise en œuvre de tous les matériels et outillages utiles à la préparation du chantier et exécution des travaux (échelles, échafaudages, outils, etc....),
- ✓ La mise en place de protection des existants conservés (sol, mobilier etc.),
- ✓ La protection et la signalisation des ouvrages en place,
- ✓ L'entrepreneur aura à charge la dépose ou le masquage des équipements présent sur les portes à peindre, sous peine d'avoir à remplacer les équipements,
- ✓ Les équipements neufs, jamais peints, ne devront pas l'être : radiateurs, pivots, charnières, ferme-porte, poignées, serrures et barilletts,
- ✓ La reconnaissance des subjectiles (compatibilités chimiques et physiques avec les produits et opérations prévus) ainsi que l'acceptation des matériaux peints,
- ✓ La vérification des conditions thermo hygrométriques du chantier ainsi que celle de la propreté et des protections mises en place avant l'intervention du peintre,
- ✓ La réalisation des essais imposés (il pourra être demandé la réalisation de 3 surfaces témoins « échantillons » dont la taille sera à l'appréciation d'INRAE (mini : 1m par 1m)) et la fourniture de tous les documents réclamés dans les documents de l'accord cadre (notamment les procès-verbaux de réaction au feu de certains matériaux, les fiches de sécurité ou techniques ...).
- ✓ Les travaux de retouches nécessaires, ainsi que les rechampissages engendrés par les changements d'aspects et de couleurs ou les juxtapositions de matériels et matériaux divers,
- ✓ Le nettoyage et la préparation de supports (souillures, graffitis, tâches de graisse, dérouillage des parties métalliques, brossage etc....). Le Titulaire devra avant toute exécution d'un travail réceptionner les supports, il ne sera accepté aucune contestation par la suite,
- ✓ Le préchauffage des locaux si les conditions climatiques le rendent nécessaire,
- ✓ La réfection de tous les enduits inadhérents ou désagrégés,
- ✓ L'enduisage des murs et des plafonds pour retrouver un aspect lisse ou après grattage des enduits,
- ✓ Les couches d'impression, les primaires, les couches d'apprêt et les couches de finition (chaque couche sera réceptionnée),
- ✓ Le nombre de couches à appliquer n'est donné qu'à titre indicatif et ne constitue qu'un minimum,
- ✓ Après achèvement et séchage de la couche de finition, le subjectile devra présenter le même aspect et les mêmes qualités techniques que la surface témoin « échantillon, »
- ✓ Le nettoyage de fin de chantier y compris enlèvement des gravats de chantier ; le bâtiment sera livré en parfait état de propreté,
- ✓ Sauf mention spéciale, tous les subjectiles à peindre seront traités et, à défaut d'indication du D.T.U, les règles professionnelles seront utilisées pour certaines

- localisations et certains subjectiles, tels que les ambiances humides ou les matières plastiques (câbles et canalisations par exemple),
- ✓ Les radiateurs et luminaires seront déposés par INRAE avant intervention du Titulaire,
  - ✓ Les équipements et mobiliers non déposés devront être protégés par l'entreprise.

### **Article 11.3 Volume des travaux**

Les entreprises sont réputées avoir effectué toutes les reconnaissances approfondies sur place, avant remise de leur offre.

Les prix des postes du bordereau des prix (annexe B.P.U.) s'entendent pour une réalisation complète des travaux et que moyennant le prix consenti, INRAE n'aura à faire aucune dépense supplémentaire pour tous les travaux objet de l'accord-cadre.

En conséquence, le prix comprend tous les travaux nécessaires pour leur entier et complet achèvement.

Le maître d'ouvrage pourra demander n'importe quels coloris existants sur palettes d'échantillons, sans que certaines teintes (fines ou non) particulières, puissent faire l'objet d'une quelconque plus-value. Les prix s'entendent pour toute couleur.

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait que la taille des surfaces à traiter peut aller du simple raccord sur un pan de mur, au bâtiment entier, suivant les besoins ou dans des locaux encombrés par du mobilier ou matériels liés à l'exploitation. Aucun montant minimum de commande ne pourra être exigé par le Titulaire.

Le Titulaire ne devra pas apporter de modification sans accord préalable du maître d'ouvrage.

Les travaux s'entendent pour des hauteurs allant jusqu'à 3 m.

### **Article 11.4 Hygiène et sécurité**

INRAE indiquera et donnera l'autorisation d'utilisation de sanitaires avec point d'eau, au plus près de la zone de travail.

Compte tenu du fait que les travaux sont exécutés dans des sites occupés par le personnel d'INRAE, l'entrepreneur doit prendre les précautions nécessaires à la sécurité des personnes, et utiles à la protection des biens (filets, bâches et autres outils de protection) afin d'assurer la conservation des biens.

Un mode opératoire ainsi qu'un plan de balisage de la zone de chantier devra être fourni avec chaque devis.

Une habilitation électrique peut-être demandée par INRAE suivant les chantiers (exemple : peinture intérieure d'un poste de livraison électrique).

Le Titulaire de l'accord-cadre devra fournir un plan de prévention et de sécurité général à la signature de l'accord-cadre. Ce plan doit contenir un paragraphe sur les pandémies. A chaque mise à jour, une copie sera envoyée à INRAE.

### **Article 11.5 Qualité des matériaux et des travaux**

Pour tous les ouvrages du présent descriptif, les matériaux devront être de meilleur choix et répondre exactement aux conditions nécessaires pour la bonne exécution de l'ouvrage considéré.

Tout matériel et tout travail présentant des défauts seront refusés et toutes les conséquences de refus, enlèvement, remplacement, raccord, retard, etc...seront à la charge du Titulaire. Il appartient au Titulaire de s'assurer auprès de ses fournisseurs que les matériaux qui lui sont livrés ont fait l'objet d'un contrôle de qualité. Les pots de peinture seront serties d'usine.

Les produits proposés seront mis en œuvre conformément aux prescriptions des fabricants en particulier en ce qui concerne :

- La compatibilité avec les supports et entre les différents produits,
- La distinction entre les produits intérieurs et extérieurs,
- Les conditions particulières de mise en œuvre.

**Conformément à l'article R. 2111-12 à R. 2111-17 du code de la commande publique, les peintures et produits connexes, les produits de nettoyage, et les colles pour revêtement de sols devront obligatoirement être respectueux de l'environnement et certifiés par L'Écolabel européen ou NF environnement.**



Les peintures seront obligatoirement en phase aqueuse, à faible odeur, et non jaunissantes sur travaux préparatoires décrits ci-après.

**Toutes les peintures définies ci-après seront des peintures comportant un très faible taux de C.O.V. selon les dispositions du code de l'environnement issues de la transposition de la directive UE 2004/42/CE.**

La qualité des travaux réalisés sauf prescriptions contraires au présent C.C.P. devra conduire aux degrés de finition suivants :

- Etat de finition courant pour les travaux sur supports enduits,
- Etat de finition soignée pour les menuiseries bois, métalliques et ferronneries,
- Etat de finition soignée pour les travaux sur support plâtre.

Les travaux seront exécutés conformément aux fiches techniques du fabricant.

## **Article 11.6 Conditions d'accès au centre INRAE Occitanie-Toulouse et aux bâtiments**

Les interventions sont exécutées, sauf spécifications particulières, pendant les heures d'ouverture des différents sites.

Les sites d'Auzeville et de Saint martin du Touch sont accessibles de 7h à 19h les jours ouvrables. L'accès est contrôlé en dehors de ces horaires ainsi que les week-end et jours fériés. Les interventions sur le site de Langlade et Gardouch seront organisées en collaboration entre le directeur du site, le service travaux et le Titulaire.

L'accès aux sites en dehors des horaires normaux de travail devra faire l'objet d'une demande auprès du service travaux d'INRAE, au plus tard 48h à l'avance.

Le badgeage en entrée de site est obligatoire en dehors de la période d'ouverture du centre, et pour des raisons de sécurité et de traçabilité, il est interdit de pénétrer sur le centre en profitant de l'ouverture des portails ou portillons déclenchée par un autre agent. En cas d'incident, une analyse des enregistrements vidéo des caméras situées sur les entrées du site sera effectuée et les mesures appropriées seront prises à l'encontre des agents n'ayant pas respecté cette consigne. Des badges à droits délimités dans le temps pourront également être attribués au personnel salarié de l'entrepreneur Titulaire.

Les badges seront remis aux agents à l'accueil sur présentation d'un formulaire précisant notamment les extensions ou restrictions de droits attribués à l'agent par le secteur travaux.

Toute perte de badge doit être signalée dans les moindres délais à l'accueil qui inactivera les droits attribués à ce badge. Un nouveau badge sera attribué au personnel du Titulaire. Si le badge est retrouvé postérieurement à l'attribution d'un nouveau badge, il doit être ramené à l'accueil.

Les sites INRAE sont une propriété privée à l'intérieur desquelles seules les personnes autorisées sont en droit de circuler.

La circulation y est réglementée en application du code de la route et conformément à la signalisation existante. A ce titre, il est rappelé que la vitesse est limitée à 30 km/h et que le stationnement est interdit en dehors des aires de stationnement matérialisées ou sur les aires de stationnement réservées.

Tout manquement au respect de cette réglementation peut, à l'initiative de la direction du centre INRAE Occitanie-Toulouse, faire l'objet d'une demande d'intervention des services de gendarmerie en charge de la surveillance du canton.

## **Article 11.7 Modalités d'exécution des prestations à bons de commande**

Les travaux seront réalisés au fur et à mesure des besoins. Ainsi, pour toute demande de travaux :

- 1) **Le secteur travaux enverra au Titulaire une confirmation de demande par courriel ;**
- 2) **A compter de la demande d'INRAE adressée par courriel :**
  - **Le Titulaire** aura un délai de 4 jours ouvrés pour convenir d'un rendez-vous sur site en présence d'un personnel du secteur travaux, pour effectuer une visite des locaux

concernés par les travaux pressentis. Cette visite devra être programmée et avoir lieu dans les 15 jours ouvrés suivant la demande d'INRAE faite par courriel ;

- **Le Titulaire** aura un délai de 4 jours ouvrés pour établir un devis des prestations à réaliser, avec proposition de planning. Le chiffrage des travaux sera effectué par référence aux postes du bordereau des prix unitaires (annexe B.P.U.). Sur chaque devis, le Titulaire du présent accord-cadre devra impérativement préciser la durée d'intervention prévisionnelle et l'effectif ;
- 3) Suite à la réception du devis, le secteur travaux émettra un bon de commande qui mentionnera, notamment la période d'intervention ;**
- 4) Une période de 5 jours ouvrés à minima précédera la période d'intervention.**

Le Titulaire sera tenu de respecter ce planning ainsi que les délais d'établissement des devis sous peine d'application de pénalités de retard prévues à l'article 15 du présent document.

En cas de retard sur l'un de ces délais, le maître d'ouvrage se réserve le droit de traiter avec une autre entreprise.

### **Article 11.8 Protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail :**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions du travail.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application de l'article R.341-36 du code du travail et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit remettre à la maîtrise d'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution de l'accord-cadre, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employée sur le chantier ne peut excéder 10% et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 %.

## **Article 12 - Préparation et exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). Le travail devra être soigné, y compris concernant les découpes et finitions.

La période de préparation de chantier sera incluse dans le délai d'exécution.

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur et/ou à l'adresse postale et/ou électronique, par dérogation aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-travaux.

### **Article 12.1 Mise à disposition des locaux à traiter**

Les locaux seront mis à disposition le temps des travaux et jusqu'à réception. INRAE sera en charge d'enlever tout matériel informatique, les documents et les matériels se trouvant sur ou dans les mobiliers. Le mobilier, ainsi que tous les agencements seront à enlever du local ou à protéger, suivant les tarifs du BPU (annexe B.P.U.).

Un lieu de stockage à proximité sera défini avant le commencement du chantier. Une réception partielle sera faite avant la remise du mobilier et des agencements.

La réception définitive sera faite une fois tout réinstaller et validé par un bon de constatation de service fait.

## Article 12.2 Mesures préliminaires

Il est absolument indispensable que les opérations préliminaires soient effectuées :

- Reconnaissance des subjectiles,
- Réalisation du métré des surfaces à traiter.

## Article 12.3 Préparation des subjectiles

Les travaux préparatoires comportent toutes les opérations nécessaires pour rendre les subjectiles aptes à recevoir les différentes couches de peinture, en particulier le traitement des fissures.

Ces opérations varieront suivant la nature et l'état physique du support, son emplacement et les agents de corrosion physique ou chimique auxquels il sera soumis.

Elles tiendront compte de la nature des peintures qui seront employées.

Pour tout subjectile « normal », le Titulaire doit une finition optimale, peu importe le nombre de couches à mettre en place.

Pour un subjectile qualifié « absorbant », le nombre de couches à mettre en place pourra être majoré.

## Article 12.4 Description des postes

Les postes sont décrits au BPU.

Les marques et références sont données à titre indicatif, le titulaire pourra proposer des produits équivalents.

## Article 12.5 Essais

Les essais décrits ci-dessous seront effectués lors de la réception ; les résultats sont conformes à ceux décrits dans le chantier du C.S.T.B.

**→Essais E.1. – Résistance des chocs** : essais de billage pratiqué lors de la réception de certaines surfaces avant mise en peinture, pourra être répété sur toutes les surfaces où cette résistance a été demandée en particulier en soubassement de la circulation. La peinture ne devra pas s'effriter sous l'impact.

**→Essais E.2. – Susceptibilité aux salissures** : les tâches devront pouvoir être enlevées sans modification de l'aspect.

Une peinture brillante doit rester brillante, une peinture mate doit rester mate.

- salissure sèche : poussière et graphite,
- salissure par la boue : gouache en tube ou détrempée,
- salissure grasse : couleur à l'huile en terre d'ombre naturelle,
- salissure grasse et teignant : stylo à bille.

**→Essais E.3. – Condensation** : dans les pièces humides, les peintures doivent conserver les mêmes caractéristiques au contact des condensations.

**→Essais E.4. – Peinture mate** : essais concernant uniquement les peintures mates. La surface lustrée par un simple passage d'un chiffon doux, doit pouvoir reprendre un aspect mat par un simple tamponnement à l'éponge humide.

## Article 12.6 Aspect

Examen de conformité avec les surfaces témoins acceptées par le secteur travaux, notamment en ce qui concerne :

- L'uniformité,
- L'absence de papillons, ombres auréoles,
- Le degré de brillance ou de matité,
- Le relief,
- L'opacité (notamment aux arrêtes).

## **Article 12.7 Nettoyage de réception**

En cours de travaux, l'entrepreneur doit le nettoyage systématique des locaux où il travaille et l'évacuation de ses déchets.

En fin de chantier, pour la réception des travaux et la livraison, le Titulaire aura la charge exclusive du nettoyage complet des ouvrages.

Ce nettoyage devra être complet et définitif, permettant une occupation immédiate et normale de tous les locaux.

L'entrepreneur doit, en fin de chantier, et avant la réception des travaux, exécuter les nettoyages de finition sur tous les ouvrages de comprenant un dépoussiérage par aspiration et un nettoyage aux produits ammoniacés usuels des revêtements de sol, appareils sanitaires, vitrages aux deux faces, etc...

Ces nettoyages doivent obligatoirement être réalisés par une entreprise spécialisée agréée par le maître d'ouvrage.

A l'occasion du nettoyage, l'entrepreneur exécute, à ses frais, tous les raccords de peinture ou reprise de rechampissage qui apparaissent.

Ainsi, pour la réception des locaux, les nettoyages comprennent, entre autres :

- Sols carrelage : balayés, brossés et lavés,
- Appareils sanitaires et robinetteries : grattés, lavés, essuyés,
- Tous appareils électriques et d'éclairage intérieurs et en façades : interrupteurs, prises de courant, TV-MF, spots, luminaires, lampadaires, ampoules, tubes fluo, etc... : grattés, lavés, essuyés,
- Menuiseries intérieures et extérieures en bois, en métal, en PVC : grattées, lavées, essuyées, y compris vitreries,
- Menuiseries aluminium et PVC : nettoyées au désertif spécial avec soin pour éviter toutes détériorations,
- Tous vitrages et miroirs : grattés, lavés et essuyés,
- Enlèvement des déchets correspondants,

Le nettoyage des vitres, miroirs, robinetterie, PC, inter, agencements, etc..., doit être exécuté avec soin afin d'éviter toute rayure. Tout ouvrage rayé devra être remplacé par le Titulaire.

Après réception et levées de réserves :

- Révision générale, nettoyage des traces sur appareils et accessoires.
- Enlèvement de tous déchets correspondants.
- Parachèvement au cas par cas, avant prises de possession des locaux après retouches éventuelles de réception.

## **Article 12.8 Suivi de chantier, planning**

Un planning prévisionnel sera transmis avec le devis. Si le devis est retenu, INRAE émettra un bon de commande.

Le délai de livraison sera précisé sur chaque bon de commande et en cas de non-respect dudit délai, le Titulaire se verra appliquer les pénalités prévues à l'article 15 ci-après.

## **Article 12.9 Prescription de sécurité incendie**

Les matériaux mis en œuvre doivent avoir un classement de comportement au feu selon leur fonction et la destination des locaux dans lesquels ils sont mis en œuvre.

Ces dispositions ne sont pas limitatives, les derniers règlements arrêtés ou circulaires en vigueur avant la date de remise de l'offre sont seuls applicables.

## **Article 12.10 - Registre de chantier**

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-Travaux, il n'existe pas de registre de chantier.

## **Article 13 - Réception des travaux**

### **Article 13.1 - Dispositions applicables à la réception**

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux propres à chaque bon de commande dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

La réception sera prononcée sans réserve après que l'ensemble des essais auront été concluants, que l'ensemble du matériel prescrit aura été vérifié et que les documents DOE auront été remis.

Le délai fixé à l'entrepreneur pour remédier aux imperfections et malfaçons lorsque la réception est assortie de réserves est de : 1 mois à compter de ladite réception par dérogation à l'article 41.6 du CCAG-Travaux.

La réception partielle des ouvrages ou parties d'ouvrages est réalisée conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG-Travaux.

### **Article 13.2 – Garantie**

Par dérogation à l'article 44.1 du CCAG travaux, le délai de parfait achèvement des travaux est porté à deux (2) ans à compter de la date de réception des travaux.

L'entrepreneur supportera à ses frais toute altération estimée à l'œil nu ou au toucher, pendant cette période de garantie.

Exceptée la durée du délai de garantie, toutes les autres dispositions de l'article 44 du CCAG travaux s'appliquent.

## **Article 14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## **Article 15 - Pénalités**

**Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à l'application de pénalité.**

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'imputer au titulaire les pénalités décrites ci-dessous au présent article.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du maître d'ouvrage de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

### **Article 15.1 - Pénalités hors travail dissimulé**

Le présent article déroge à l'article 19 du CCAG-travaux.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné, par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-travaux.

Les pénalités de retard pourront être appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

**Montant des pénalités :**

Pour tout manquement à ces obligations, le montant des pénalités journalières vis-à-vis du titulaire, est fixé à 1/30 du montant TTC de l'ensemble de la commande considérée. Ces pénalités s'appliquent individuellement à chaque commande. Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'appliquer ou non ces pénalités.

**Article 15.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le maître d'ouvrage applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du bon de commande.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

**Article 16 - Assurances**

Par dérogation aux dispositions de l'article 8 du CCAG-travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Le Titulaire ne peut être tenu responsable des dommages occasionnés au pouvoir adjudicateur suite à des détériorations provoquées par le gel, les incendies, les dégâts des eaux, les tremblements de terre, les pannes d'alimentation électrique, les incidents électriques extérieurs tels les orages, les vols, les dégradations volontaires, les négligences ou les utilisations anormales des installations par le personnel du pouvoir adjudicateur.

En revanche, la responsabilité du Titulaire est engagée pour les accidents ou incidents corporels ou matériels qui peuvent survenir et qui sont dus à une faute ou négligence de son personnel lors de l'exécution du présent accord-cadre.

**Article 17 - Résiliation du contrat**

**Article 17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre**

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 49 à 53 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le maître d'ouvrage, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 2,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du

travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### **Article 17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au maître d'ouvrage par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le maître d'ouvrage adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

### **Article 18 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Toulouse est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

### **Article 19 - Dérogations**

Compte-tenu de la hiérarchie des pièces contractuelles, l'absence de mention d'une dérogation au C.C.A.G. travaux par le présent article ou dans le corps d'une pièce particulière de l'accord-cadre, ne fait aucunement obstacle à son caractère pleinement applicable au titulaire. Il est expressément stipulé que la liste des dérogations au C.C.A.G. travaux n'a qu'une valeur indicative.

Cette liste n'est donc pas nécessairement exhaustive. Par conséquent, les dispositions dérogatoires au C.C.A.G. travaux qui ne figureraient pas dans la liste ci-dessus conserveraient néanmoins toute leur valeur contractuelle pour l'exécution du présent accord-cadre.

- L'article 2 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG - travaux
- L'article 12 du CCP déroge à l'article 3.1 du CCAG - travaux
- L'article 12.10 du CCP déroge à l'article 28.5 du CCAG - travaux
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 41.6 du CCAG - travaux
- L'article 13.2 du CCP déroge à l'article 44.1 du CCAG - travaux
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 19 du CCAG - travaux
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - travaux
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG - travaux
- L'article 16 du CCP déroge à l'article 8 du CCAG – travaux.